

cons un débat, il serait peut-être préférable de passer à un autre sujet. Comme le ministre a invoqué le Règlement, je lui donne la parole.

**L'hon. M. Benson:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je tiens à signaler à mon honorable ami, comme je l'ai déjà fait aujourd'hui, que nous ne donnons pas d'ordres au président de la Commission des prix et des revenus.

**L'hon. M. Hees:** Peine perdue. Nous ne gobons pas cela.

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### PROCHE-ORIENT—LE RECOURS POSSIBLE À L'ARMÉE CANADIENNE POUR MAINTENIR LA PAIX

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Peut-il éclairer la Chambre sur sa proposition relative à la participation du Canada à une force chargée du maintien de la paix au Moyen-Orient?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, lorsque j'étais en Europe orientale on m'a demandé si le Canada consentirait à participer à un régime de paix ou à un cessez-le-feu qui ferait appel aux troupes chargées du maintien de la paix. J'ai répondu que j'étais d'accord en principe.

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Le ministre...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député veut-il poser une question complémentaire?

**M. Forrestall:** Oui, monsieur l'Orateur. Le ministre aurait-il la bonté d'indiquer quels étaient les participants à ces entretiens lorsqu'on a lancé ce ballon d'essai auquel le ministre a répondu d'une façon positive?

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** J'ai une question complémentaire à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il soumis cette proposition en tant que proposition du Canada aux Nations Unies et celles-ci sont-elles convenues de renvoyer au Moyen-Orient une force chargée d'y maintenir la paix?

**L'hon. M. Sharp:** Le député n'ignore pas que la résolution n° 242 du Conseil de sécurité prévoit le cadre propice à un règlement de ce conflit. Hélas, les progrès sont très lents. Quant à participer à une force chargée du maintien de la paix, même s'il importe que le monde sache qu'en principe nous serions

[M. l'Orateur.]

prêts à le faire, je crains qu'il ne s'écoule pas mal de temps avant qu'on nous demande de remplir ce rôle.

### LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

#### LES LISTES D'ENVOI DE BROCHURES

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** J'ai une question à poser au ministre des Finances. S'entretiendra-t-il avec le président de la Commission des prix et des revenus pour savoir au juste à combien de listes celle-ci se réfère lors de l'envoi de brochures? Moi, j'en ai reçu quatre. J'en ai une notamment qui a été adressée à une personne décédée depuis quatre ans. Voilà un gaspillage scandaleux de centaines de milliers de dollars.

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Si le député en a reçu quatre, c'était sans doute qu'elles lui étaient nécessaires. Cependant, je transmettrai la question à mon collègue le ministre de la Consommation et des Corporations.

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

#### LA GRÈVE DES REMORQUEURS EN C.-B.—LA MARCHÉ DES NÉGOCIATIONS

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** J'ai une question à poser au ministre du Travail, au sujet de la grève des remorqueurs sur la côte ouest du Canada. Je lui signale sa réponse à une question, comme en fait foi la page 7544 du hansard. Le ministre avait laissé entendre qu'il ferait peut-être une déclaration à la Chambre, avant la fin de la semaine dernière. Pourrait-il nous donner une idée exacte de la situation actuelle ou nous dire quand il pourra faire la déclaration dont il parlait dans sa réponse, il y a exactement une semaine?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Je m'excuse de n'avoir pas fait cette déclaration, monsieur l'Orateur. Les événements se sont pour ainsi dire précipités sur la côte ouest. Cette déclaration de ma part, à la Chambre, pourrait compromettre la solution proposée. Je puis vous dire néanmoins, que le représentant du ministère du Travail s'entretiendra aujourd'hui avec les représentants des syndicats pour leur proposer la formule globale mise au point par les employeurs durant la fin de semaine. Je ne saurais vous dire si elle est acceptable. J'espère en savoir plus long aujourd'hui.

**M. Barnett:** Je voulais poser une question supplémentaire au ministre de la Justice mais, apparemment, il a été appelé hors de la